

Conflits armés, pôles structurants de dérégulation du droit à l'éducation scolaire des enfants au centre du Mali

Soungalo ZOROME^{1*}, Idrissa Soïba TRAORE¹, Issa DIALLO²

1. Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, (ULSHB)

Cité Universitaire de Kabala

2. Institut national de formation des travailleurs sociaux, Bamako Mali

*Auteur correspondant. Soungalo ZOROME Email : zsoungalo@yahoo.fr

Cellulaire : 00223 79 19 40 88

Résumé

Depuis 2012, le Mali est plongé dans une crise politico sécuritaire affectant tous les secteurs en général, et le secteur de l'éducation en particulier. Cette recherche menée dans la région de Mopti a pour objectif d'analyser l'impact des conflits armés sur l'éducation des enfants. Elle s'appuie sur une méthodologie mixte (quantitative et qualitative) avec l'utilisation d'instruments comme le questionnaire, le guide d'entretien et le logiciel SPSS.v.20 pour le traitement des données statistiques. Les questionnaires ont été administrés à 254 chefs de ménages dont 80 femmes, à 165 enseignants dont 40 enseignantes, à 151 apprenants dont 33 filles et 27 talibés. Le guide d'entretien a été adressé à 30 personnes. Les résultats obtenus, nous indiquent qu'à Tenenkou (74,5 %) des enseignants-es affirment que les établissements scolaires ont été détruits par les groupes armés. À Douentza (84,8 %) des chefs de ménages évoquent que des cantines scolaires ont été détruites et fermées par les groupes armés, d'où l'arrêt des soutiens de certains partenaires. Des enseignants ont aussi été enlevés. À Bankass (91,6 %) des enseignants-es affirment que les programmes scolaires sont inachevés. En revanche (78,7 %) des enquêtés pensent que la mise en place d'un programme mixte (école classique et coranique) serait une solution optimale en plus de la sécurisation de l'espace scolaire, il faut une organisation et une préparation des communautés aux stratégies de résilience face aux défis.

Mots-clés : *Conflit armé, droit à l'éducation, éducation, enfants, impact.*

Abstract

Since 2012, Mali has been plunged into a political and security crisis affecting all sectors in general, and the education sector in particular. This research carried out in the Mopti region aims to analyze the impact of armed conflicts on children's education. It is based on a mixed methodology (quantitative and qualitative) with the use of instruments such as the questionnaire, the interview guide and the SPSS.v.20 software for the processing of statistical data. The questionnaires were administered to 254 heads of households including 80 women, 165 teachers including 40 female teachers, 151 learners including 33 girls and 27 talibés. The interview guide was sent to 30 people. The results obtained indicate that in Tenenkou (74.5%)

teachers say that schools have been destroyed by armed groups. In Douentza (84.8%) heads of households mention that school canteens have been destroyed and closed by armed groups, hence the cessation of support from certain partners. Teachers were also kidnapped. In Bankass (91.6%) teachers say that school programs are unfinished. On the other hand (78.7%) of respondents think that the establishment of a mixed program (classical and Koranic school) would be an optimal solution in addition to securing the school space, it requires organization and preparation of communities with resilience strategies in the face of challenges.

Keywords: *Armed conflict, right to education, education, children, impact.*

Introduction

Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies (2003) évoque que les enfants continuent d'être les principales victimes des conflits armés (D.O'Donnell et D.Seymour, 2004, p.56). Leurs souffrances prennent de multiples formes. Les enfants sont tués, rendus orphelins, mutilés, enlevés, privés d'éducation et de soins de santé, atteints de troubles physiques et psychiques profonds. Forcés de s'enfuir de chez eux, les enfants réfugiés et déplacés sont particulièrement vulnérables à la violence, au recrutement, à l'exploitation sexuelle, à la maladie, à la malnutrition et à la mort. Ils sont recrutés et employés en masse comme enfants soldats. Les jeunes filles font face à des risques supplémentaires, en particulier les sévices sexuels, (D. O'Donnell et D. Seymour, *ibid.*). Ces violations graves des droits de l'enfant se produisent dans un climat général d'impunité. Le conflit armé est fréquemment source d'appauvrissement, même s'il contribue à enrichir certaines catégories de personnes. Il peut entraîner une exclusion des modes d'accès aux ressources productrices de revenus, ainsi qu'un appauvrissement en termes de conditions de vie, de liens sociaux. Quant au rapport de l'UNESCO (2011), il témoigne que les situations de conflits armés entraînent la destruction des services sociaux de base tels que les écoles et les centres de santé. Elles font obstacle aux campagnes de vaccination et menacent la sécurité alimentaire. De plus, les conflits constituent un terrain particulièrement favorable à la propagation d'épidémies telles que le Choléra, la tuberculose dans les milieux enfants et jeunes filles. Les conflits armés ont tué plus de 2 millions d'enfants et ont laissé 6 millions handicapés. Environ 300 000 enfants sont exploités comme soldats et placés sur la ligne de front par les parties en guerre. Soit 20 millions d'enfants ont dû fuir de leur foyer, devenant des réfugiés ou des personnes déplacées internes. UNESCO (2011). Le rapport de l'examen stratégique décennal de (Machel, G.1996, p. 79) affirmait : « L'impact des conflits sur les enfants est l'affaire de tout le monde et doit être la préoccupation de tout un chacun ». Ce rapport fait une évaluation détaillée des multiples manières dont les enfants sont maltraités et brutalisés lors des conflits armés. En outre, ce rapport propose à la communauté internationale de protéger les enfants touchés par les conflits armés. L'Afrique a connu ces trente dernières années les conflits armés sans précédent pour lesquels les enfants et les femmes sont mobilisés. Ces conflits armés ont affecté presque tous les tissus sociaux de la société africaine. Au Mali, selon le rapport de l'académie de Mopti (2020 – 2021), (27,12%) des établissements scolaires ont été fermés et à Tenenkou

(67,92%) des établissements sont également fermés. Au regard de ces données qui ne sont guère reluisantes, nous nous sommes posé la question suivante :

Quels sont les impacts des conflits armés sur l'effectivité du droit à l'éducation des enfants dans la région de Mopti ?

Comme hypothèse, nous avons retenu que les conflits armés dans la région de Mopti ont été des facteurs de dérégulation des droits à l'éducation des enfants.

L'objectif de ce travail est d'analyser les impacts des conflits armés sur l'éducation des enfants à partir des logiques des acteurs.

Au plan structurel, nous aborderons d'abord la méthodologie, ensuite les résultats qui seront enfin discutés.

1. Méthodologie

La phase d'exploration du terrain s'est déroulée en février 2022. Elle a concerné la ville de Mopti, certaines communes et villages du cercle de Douentza et des communes de Bandiagara. Pendant cette période, nous avons échangé avec des directeurs d'écoles, des enseignants, des élèves, des maîtres coraniques, des chefs de ménages, des chefs de villages, des responsables d'ONG, des élus locaux. Nous avons adressé le questionnaire à 40 personnes et des guides d'entretien a été administré auprès de 6 personnes qui sont composées d'enseignants, d'élèves et de chefs ménage. Ces instruments ont été testés lors de la phase exploratoire. Plusieurs auteurs conviennent que cette démarche interactive est essentielle. Dans cet ordre d'idée (Kaufmann, J. 1996, p. 38) notait :

La phase exploratoire est essentielle, car c'est elle qui permet de définir le corpus théorique. Il arrive souvent que le choix de ce modèle ne soit pas totalement assumé, la contrainte méthodologique poussant le chercheur à standardiser les instruments malgré lui. Il éprouve alors un plaisir redoublé dans la phase exploratoire, et une frustration quand il doit en sortir.

Cependant, nous avons gardé certaines questions, par contre d'autres parties ont été améliorées. Nous avons modifié des questions, remplacé et rejeté certaines des approches utilisées, nous avons adopté la méthode mixte. Au cours de nos investigations, le questionnaire et le guide d'entretien ont été choisis. Le guide nous a permis de collecter des informations qualitatives, le questionnaire a permis de recueillir les données quantitatives. Ces outils nous ont permis de saisir des informations sur la situation scolaire et aussi sur les vécus des acteurs, des élèves, des enseignants. Les informations collectées auprès des acteurs clés nous ont permis de faire la triangulation tel que défini dans les travaux de (Charlier J.-E. et Van Campenhoudt, 2014, p. 75) qui consiste : « à déployer plusieurs techniques différentes pour étudier un même objet. Il s'agit toujours de tester la robustesse des résultats produits par une technique et de ne jamais faire confiance à un seul instrument de production de données, quelle que soit sa sophistication. »

La recherche documentaire a été aussi utilisée. Elle nous a permis de faire l'état de connaissance des écrits pertinents sur le sujet. L'analyse documentaire a permis de comprendre les contextes des conflits armés sur le plan national et international. Elle nous a permis de dégager la question, l'objectif et l'hypothèse de recherche. En plus, elle nous a facilité l'élaboration des questionnaires et des guides d'entretien. C'est ce

que décrit (Kaufmann, J.1996, p. 47) « Dans le modèle classique, le gros de la lecture est obligatoirement au début, pour élaborer le corpus d'hypothèses qui sera ensuite testé par l'enquête ». Les données ont été collectées au moyen de l'usage de la langue française, du Dogon, du Peul et du Bamanankan. Pour la collecte des données en langue Dogon et peulh nous avons eu recours au service d'interprètes. Une analyse de contenu des discours des enquêtés a été utilisée.

1.1 Échantillon et technique d'échantillonnage

En ce qui concerne la technique d'échantillonnage, nous avons fait recours à la technique boule de neige et à l'échantillonnage aléatoire simple. En effet, la technique boule de neige a été utilisée lors du choix des responsables d'ONG, des talibés, des élèves déscolarisés. Nous avons passé par des enquêtés pour atteindre d'autres enquêtés. Cette technique s'est avérée pertinente dans la mesure où elle nous a permis de constituer notre échantillon sans difficulté majeure. La technique a été appliquée lors de l'administration de nos questionnaires dans les sites des déplacés à Sevaré.

1.2. La construction de la grille d'entretien et du questionnaire

Les guides d'entretien ont été construits à l'intention des responsables scolaires, des ONG, des leaders d'associations, des leaders religieux, des DCAP¹, des chefs de village, des responsables des organisations de défense des droits de l'homme. Pour les participants à l'entretien, nous avons administré le guide d'entretien à 30 individus de façon aléatoire. Les questionnaires ont été administrés à 254 chefs de ménages dont 80 femmes, à 165 enseignants, -(es) 151 apprenants-(es) et 27 élèves. L'échelle de Likert a été utilisée pour les questionnaires. À ce niveau, nous avons élaboré une série d'items de réponse parmi lesquels les répondants doivent indiquer à partir de la liste proposée, des [choix multiples] donner des appréciations sur une échelle. Cet exercice nous a permis aussi d'élaborer des figures, des tableaux à l'aide du logiciel SPSS-v. 2020. Pour le qualitatif, le contenu des discours a été analysé en prenant en compte la question d'éthique en raison de la situation sécuritaire et la nature du thème abordé, les noms des enquêtés ont été tenus dans l'anonymat. Ce qui est décrit dans l'œuvre de (Mongeau,P. 2008. P.101)

Il faut aussi préciser les procédures de confidentialité et d'anonymat qui seront mises en place afin de respecter le droit à la protection de la vie privée des personnes. [...]. Dans tous les cas, il faut obtenir les autorisations écrites des personnes concernées démontrant leur consentement libre et éclairé.

2 Résultats

2.1 Établissements scolaires dans un contexte d'insécurité

Les écoles constituent les cibles privilégiées des groupes armés, elles servent à la fois les campements, et subissent en même temps des attaques lourdes par les groupes armés. Les attaques consistent à détruire les matériels qui servent de base de travail à l'école. C'est ce qu'affirme un conseiller à l'orientation du CAP de Djenné : « partout, il y a des conflits, des infrastructures[scolaires] sont détruites, des salles de classes

¹ Directeur du Centre d'Animation Pédagogique

saccagées, les tables bancs brûlés, donc je crois qu'il y a vraiment des impacts ». Les écoles seront totalement ou partiellement fermées. Alors devant les crimes, les autorités scolaires n'ont aucune capacité de défense et de sécurité pour mener à bien une résilience ou riposte face aux attaques des groupes armés. Le conseiller à l'orientation de l'éducation du CAP de Djenné dit ceci :

Tout ce qui se trouve dans la direction de Mourra premier cycle ont été incendiés. Depuis 2015 dans la zone de Mourra et de Kewa, nous avons des écoles qui sont totalement fermées et en tout cas aujourd'hui nous avons 20 écoles fermées dans le CAP de Djenné. Donc, voilà en quelque sorte ce qu'on peut dire.

En fait, les attaques et la destruction des infrastructures scolaires entraînent une dérégulation du déroulement des activités pédagogiques, semant ainsi la psychose dans les milieux enseignants et élèves. Dans le rapport de ² (ROCARE, 2009, p. 32). Sur l'impact de conflit armé sur les écoles primaires en Côte d'Ivoire, on note que les conflits ont des impacts considérables sur les écoles primaires qui se traduisent par la fermeture et la destruction des infrastructures scolaires par les groupes armés. On note également l'absence de point d'eau potable et d'électricité dans certaines écoles bien que certaines zones d'enquête soient électrifiées et bénéficient de l'adduction d'eau potable. Les impacts des conflits armés sur les écoles ont de multiples facettes. Les enseignants aussi bien que les élèves sont des victimes directes qui se traduisent. Leur situation de victimation se traduit par l'enlèvement et la tuerie. Pour y échapper, ils fuient et se déplacent vers d'autres zones. Il faut signaler que les attaques contre des écoles ou l'utilisation des établissements à des fins de guerres ou de conflits ont des conséquences directes sur la vie des enseignants et des apprenants. Les attaques contre les établissements ou l'utilisation des écoles par les groupes armés déstabilisent considérablement les familles et les enseignants. Elles entraînent des maladies et des famines dans les familles. Nous remarquons qu'effectivement dans les 10 dernières années lors des conflits armés, les écoles et les établissements ont été utilisés par les groupes et des forces armées à des fins militaires. Le rapport de **GCPEA**³ (2009, p. 7) signale que :

Des écoles ont été utilisées comme base, comme casernes, dépôts d'armes et centre de détention. Cette pratique peut convertir les établissements d'enseignement en objectifs du militaire, exposant les élèves et le personnel aux conséquences potentiellement dévastatrices d'une attaque. Plus généralement, la présence de groupes armés ou de forces armées dans les écoles entrave les efforts visant à assurer la poursuite de l'éducation en temps de guerre ou de conflit.

En effet, dans le cercle de Ténenkou, les forces armées maliennes ont transformé une école de base de Dioura à un camp militaire, qui avait été préalablement occupée par les groupes djihadistes. Cette école servait pour les forces armées, un lieu stratégique pour mieux contrôler les zones afin de faire face aux attaques djihadistes. Le conseiller à l'orientation du CAP de Tenenkou affirme que :

² Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation

³ Global Coalition to Protect Education from Attack

Les établissements ont abrité des militaires, par exemple le camp de Dioura, c'était une école dans la commune de Dioura. Quand elle a été détruite [...]. Elle a été transformée en camp militaire. [...] il y a un certain nombre de direction d'écoles qui ont été saccagées

En période des conflits, les écoles peuvent servir de base militaire des groupes terroristes ou groupes armés. Cet accaparement des écoles par les groupes armés provoque parfois des combats violents entre l'armée régulière et les groupes armés dont l'ultime objectif est la libération totale de l'école. En définitive, ce sont les écoles, les élèves et les enseignants qui sont les principales victimes de cette situation désastreuse. Pourtant, la quatrième (Convention de Genève, 1949) « encourage le bon fonctionnement de tous les établissements consacrés aux soins et à l'éducation des enfants. ». La même convention interdit l'utilisation et l'attaque des écoles par les groupes armés. L'école est considérée comme un lieu sacré et doit être exclusivement consacrée à l'éducation des enfants.

Le conseiller communal de la commune de Koubwel Koundia, Douentza dit ceci :

Je suis au courant de cela, moi je suis conseil communal, et je préside le CGS⁴, [...] au bord du goudron, les djihadistes sont venus détruire nos écoles. Ils ont écrit les notes sur des papiers en disant que tout enseignant qui viendrait enseigner aux enfants s'ils le trouvent, ils vont le détruire et le tuer. Ils ont affiché partout sur les murs et sur les arbres. Alors, dès que les enseignants ont vu cela, ils ont tous fui de la localité. Et les enseignants sont venus informer le maire.

Les groupes djihadistes font des propagandes de menaces afin d'instaurer leurs autorités, leurs influences et leurs doctrines dans les villages. Ces messages sur les murailles des établissements scolaires servent à effrayer les populations, les enseignants les élèves d'une part et d'autre part empêchent les populations d'obtempérer des ordres des autorités régulières qui parfois abandonnent les sites sous peine d'être tuées. En effet, les écoles sont les lieux privilégiés et stratégiques pour dominer, contrôler les populations.

2.2 Conflits et apprentissages scolaires des élèves

La fuite des centaines d'enseignants, la fermeture totale des écoles par les groupes djihadistes ou la fermeture temporaire du fait de la présence de la Covid-19, la destruction des manuels scolaires et didactiques, et la destruction des cantines scolaires et ainsi que la présence de la peur dans les écoles de zones affectées par les conflits, ont des incidences néfastes sur la qualité d'apprentissage scolaire des élèves.

Un enseignant de l'école fondamentale de Mougui à Douentza dit ceci :

Les conflits ont des impacts sur l'apprentissage scolaire, en temps des conflits on n'a jamais fait une année scolaire complète. Il y a eu toujours d'abandon des classes par les élèves [Les écoles ont été fermées] donc il faut un nouveau programme. On ne peut pas dire qu'on apprend correctement d'autant plus qu'on ne finit pas avec le programme. On n'a pas de programme en ordre, des fois on fait un seul trimestre.

⁴ Comite de Gestion Scolaire

L'impact des conflits armés sur l'apprentissage est considérable, de ce point de vue, certains élèves font trois ans dans une seule classe. Dans cette situation de conflits armés, les programmes scolaires sont inachevés. Une telle situation a des répercussions sur le niveau des élèves. A ce niveau, il convient de signaler que la CIDE (Convention internationale des droits de l'enfant, 1989), en son article 28, soutient que l'enfant a droit à l'éducation et l'État a l'obligation de rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, d'encourager l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire accessibles à tout enfant et d'assurer à tous. Cependant, dans ce contexte des conflits armés, il est difficile pour les États d'offrir aux enfants une éducation de masse et de qualité pouvant leur permettre de se développer mentalement et socialement. Un responsable du CAP de Djenné dit ceci : « *jusqu'à présent ça ne va pas, c'est à Kouakrou ville seulement, qu'on enseigne aux enfants. Au niveau des villages, les écoles sont toujours fermées. Il y a l'école de Nouh Bozos, l'école de Koua, l'école de Korenzie, l'école de Manga, l'école de Para, l'école de Yonga* ». Alors, les enfants se trouvant dans une situation de détresse et de psychose totale, il est difficile pour ces apprenants de profiter convenablement des connaissances qui leur sont offertes par les ONG sur place, et par les écoles étatiques. Des initiatives locales sont développées par les ONG afin de remédier aux impacts négatifs du conflit sur le niveau des enfants. C'est ce que nous suggère un responsable de l'éducation à Koro :

Un enseignant qui a peur est-ce qu'il peut donner dans ces conditions, le meilleur de lui-même ? L'enfant qui a peur est-ce que dans ces situations, il peut bien apprendre ? Dans la peur ou dans le stress est-ce qu'on peut bien s'organiser ? [...], je crois que c'est une des raisons pour lesquelles nos résultats n'ont pas été à la hauteur de souhait lors des examens de fin d'année. À présent, si nous considérons alors l'ouverture de l'année scolaire c'est durant cette année scolaire 2019-2020 que la rentrée a été timide, les élèves viennent au compte-goutte parce qu'il faut choisir, voir les jours pour pouvoir voyager j'allais dire, donc ce n'est pas facile pour la mobilité dans la zone. Tout devient difficile.

Ce propos dénote que les conflits ont des impacts sur les performances des élèves, les programmes scolaires qui restent inachevés. Les enseignants sont parfois indisponibles compte tenu de l'insécurité qui règne dans les zones de conflits, les conditions sanitaires et alimentaires sont dérisoires. Toutes ces situations empêchent beaucoup d'enfants à se rendre en classe. Dans les zones de conflits, un établissement ou trois classes sont tenus par un ou deux enseignants ce qui ne favorise pas des conditions d'apprentissages adéquats pour les enfants et pour les enseignants. Un responsable de l'éducation à Tenenkou annonce que :

L'impact du conflit [...] certains élèves qui sont obligés de se déplacer [...] Certains suivaient ici les cours paisiblement. Par la suite des conflits armés, ils sont obligés d'aller poursuivre leurs études ailleurs, je crois que ça peut leur déranger dans leurs organisations internes et se souvenir de certains conflits peuvent jouer aussi en permanence sur le rendement [ou sur la performance] des élèves déplacés. Cela joue sur le niveau des élèves dans le cadre général, si nous considérons alors l'effectif des élèves et celui des enseignants. Si c'est un ou deux enseignants qui doivent tenir une classe ou plusieurs classes au fondamental par exemple, si, six classes doivent fonctionner grâce

à deux enseignants, je crois que ça peut jouer sur les niveaux des [élèves] il n'y aura pas de performance.

Dans le cercle de Douentza, l'influence des groupes armés, les MUJAO⁵, les groupes Dozos ont impacté sur l'apprentissage des élèves. Les élèves sont parfois séquestrés par les groupes armés qui imposent leurs méthodes de travail aux enseignants et aux écoles. Un responsable de l'éducation à Douentza souligne que :

Les conflits ont des impacts sur l'apprentissage par ce que les contenus des programmes ne sont pas épuisés et les écoles sont fermées, il y a des écoles qui depuis 2012 n'ont jamais été ouvertes [...], il y a des écoles, mêmes si elles sont en train de travailler de temps en temps, il y a des attaques. Les djihadistes viennent perturber et cela joue sur le temps réel d'apprentissage. Il y a la psychose, il y a des enseignants des fois, qui ne peuvent pas travailler, parce qu'il y a eu enlèvement [des enseignants], les enseignants sont obligés observer une semaine ou deux semaines de trêves pour voir l'évolution de la situation, donc cela, joue réellement sur le temps réel d'apprentissage. Il y a vraiment de la psychose. Le programme n'est pas épuisé, ça fait beaucoup d'années que le programme n'est pas épuisé.

En effet, nous pouvons retenir que les conflits armés ont impacté sur le niveau des apprenants, certains élèves ne savent pas lire, ni compter, ni écrire correctement. À Douentza, un enseignant a témoigné que les djihadistes dès leur arrivée, ont commencé à contrôler les écoles. Ils ont imposé aux établissements scolaires leurs diktats. Ils interdisent que les filles et les garçons se mettent ensemble sur les mêmes tables bancs pour travailler ce qui affecte psychologiquement d'une part et d'autre part les performances des élèves sont affectées et les enseignants sont mis dans des postures d'inconforts pédagogiques. Cette position est évoquée par (Traoré, I.2018, p. 97) qui soutient :

Pendant l'occupation, l'école a pris une autre allure. Elle était certes mixte, mais dans les classes, il y avait une séparation sexuée. Les filles étaient dans leur rangée et les garçons de même. Cette configuration de la classe était strictement respectée et contrôlée même pendant la récréation.

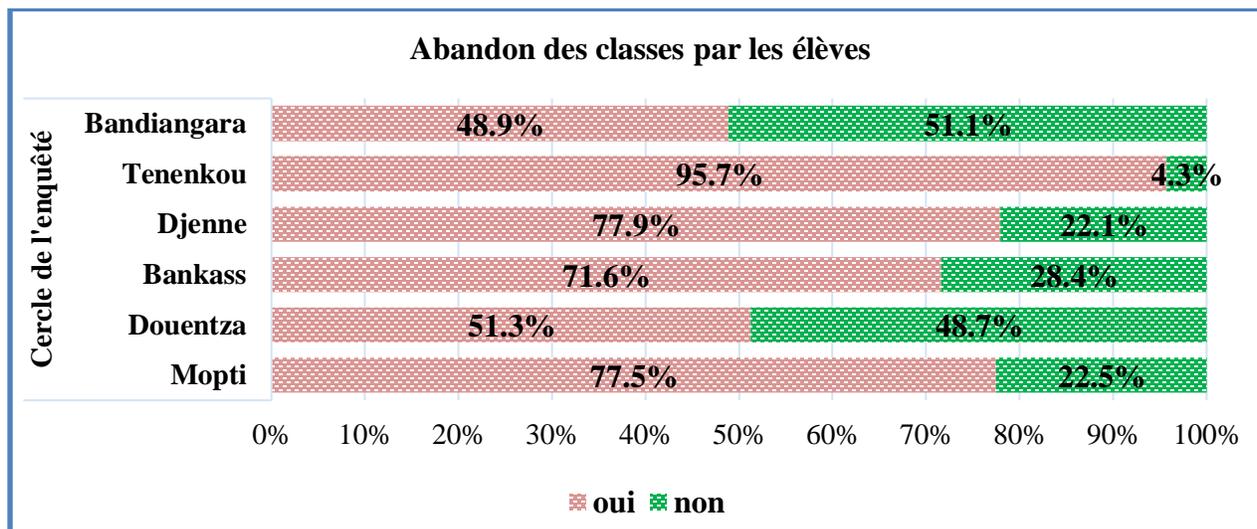
Cette pratique s'oppose aux lois qui promettent la laïcité à l'école. Elle est même de nature à décourager certains apprenants qui finissent par abandonner les écoles. Dans le même ordre d'idée, elle pousse certains parents d'élèves à ne pas laisser leurs enfants poursuivre les chemins de l'école. Les djihadistes ont imposé aussi à certains établissements scolaires les doubles vacances dans lesquels, ils avaient leur contrôle total sur les villages cela est perceptible dans les zones de Djaptodji⁶. Certaines écoles ont été transformées en écoles coraniques ou en medersa.

⁵ Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique Occidentale

⁶ Un village de la commune de Dangol Boré, cercle de Douentza

2.3 Perception des enseignants et des chefs de ménage du fonctionnement des écoles

Figure 1 : avis des enseignants sur l'abandon des classes par les élèves



Source : enquête personnelle, Mopti, Août 2021

Les enseignants répondent que les conflits armés ont entraîné dans le cercle de Mopti, l'abandon précoce des élèves. La plupart des abandons des classes se situent au niveau primaire. C'est-à-dire en classe de 2^{ème} année, 3^{ème} année et 4^{ème} année À Tenenkou (95,7 %) des enseignants pensent que les élèves ont abandonné les classes, à Djenné (77,9 %). Cette tendance est aussi confirmée par les enseignants à Bankass (71,6 %). En effet, la présidente de l'association Taptal Diam à Douentza dit « *Le conflit a fait que beaucoup d'enfants ont abandonné les écoles, certains étudient, mais d'autres ont abandonné.* »

En effet, les conflits armés entraînent l'abandon des classes par des élèves. Une telle situation entraîne l'enrôlement des enfants dans les rangs des groupes armés. Dans certains cas de figure, ils se livrent à des activités économiques qui leur permettent de satisfaire les besoins personnels, mais aussi de soutenir les familles. (Bodian et Baudais, 2019, p. 24) à propos écrit : « *Dans le cercle de Tenenkou, beaucoup d'enfants ont été réorientés dans d'autres activités économiques pour soutenir les familles (mendicité, maçonnerie, soudure, mécanique, petit commerce)* ». Par contre, à Bandiagara (48,9 %) des enseignants pensent que les enfants ont abandonné des classes sous l'effet des conflits armés et cela affecte considérablement l'atteinte les objectifs des politiques nationales de l'éducation primaire universelle et met en branle les objectifs de l'ODD (Institute International Press, 2015, p. 18): « *Rendre l'école primaire obligatoire pour tous les enfants d'ici à 2015* » qui était de permettre « *d'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires prolongé pour 2030 (objectifs ODD)* ». La déscolarisation précoce ou l'abandon prématuré des classes a des conséquences graves sur l'avenir du pays.

2.2.1. Perceptions des chefs de ménages sur la fermeture des écoles

Les conflits armés ont toujours des impacts sur les établissements scolaires et entraînent souvent sa fermeture partielle, voire totale. À la lecture du tableau n°1 ci-dessus, dans le cercle de Bandiagara (100 %), des chefs de ménages à Ténenkou (85,2 %), des chefs de ménages à Douentza (84,8 %) des chefs de ménages et à Mopti (84 %) des chefs de ménages affirment que les conflits armés ont entraîné la fermeture des établissements scolaires. Cette tendance est fortement soutenue par un responsable de l'éducation à Tenenkou :

Nous avons continué jusqu'à ce que le ministère de l'Éducation revienne dessus avec l'Unicef. Maintenant, chaque mois on donne la situation des écoles fermées, des écoles détruites et des écoles ouvertes, la situation aussi des enseignants. Actuellement, on a beaucoup d'écoles fermées, cette année peut-être ça allait mieux à l'ouverture, il n'y a pas de grand changement. Sinon, il était arrivé un moment ici, on n'avait que 12 écoles ouvertes sur 93 que compte l'ensemble du cercle

Une responsable d'ONG à Douentza dit ceci :

Quand même déstabilisé les écoles. Je dis, parce qu'il y a beaucoup d'écoles qui sont fermées. [...] je ne suis pas instruite. Ce que je sais aujourd'hui dans les villages environnants de Douentza [...] toutes les écoles sont fermées, si ce n'est pas seulement la ville de Douentza.

La déstabilisation ou la fermeture totale des établissements scolaires exposent les enfants à des dangers tels que les criminalités, les drogues, et facilitent leurs enrôlements dans les rangs de groupes terroristes et djihadistes. Dans le rapport de (FDIH AMDH, 2018, p. 37):

Ils sont arrivés un mercredi en fin de matinée, Ils étaient dix, deux par moto. Certains portaient une tenue militaire. Tous avaient un turban autour de la tête. Ils étaient armés de kalachnikovs. Quand ils sont arrivés, ils nous ont tous fait sortir, élèves et enseignants. Ils nous ont tous regroupés dans la cour. Ils avaient des fusils braqués sur nous. L'un d'eux, paniqué, a tenté de nous frapper. Les enfants étaient terrorisés. Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas des écoles françaises, et qu'on devait la fermer. Ils ont pris nos téléphones et les clés de nos motos. Ils ont tiré sur les fenêtres de l'école. Et avant de partir, ils ont dit "Si nous revenons et que nous vous trouvons ici, ça va mal tourner". Depuis, l'école est fermée. Certains enseignants se sont réfugiés à Mopti et à Sévaré.

Dans le centre du Mali, le rapport d'enquête soutient que les écoles ont été fermées dans la région de Mopti par les groupes terroristes qui sont hostiles aux écoles occidentales. Alors il est bon de noter que la fermeture des écoles a entraîné automatiquement la baisse de niveau des élèves et a favorisé la déscolarisation des élèves, et le déplacement massif des enseignants. La fermeture des établissements scolaires en situation de conflits armés va à l'encontre de toutes les dispositions nationales et internationales en matière de promotion des droits à l'éducation des enfants et freine le développement de la petite enfance. Les conflits violents restent un grand obstacle pour l'atteinte des objectifs de l'éducation pour tous (EPT). (UNESCO, 2011. p. 32) Lorsque les gouvernements ont adopté en 2000, le cadre d'action de Dakar, ils étaient tous convaincus que les violences seraient les obstacles majeurs de la réalisation de l'objectif de l'éducation

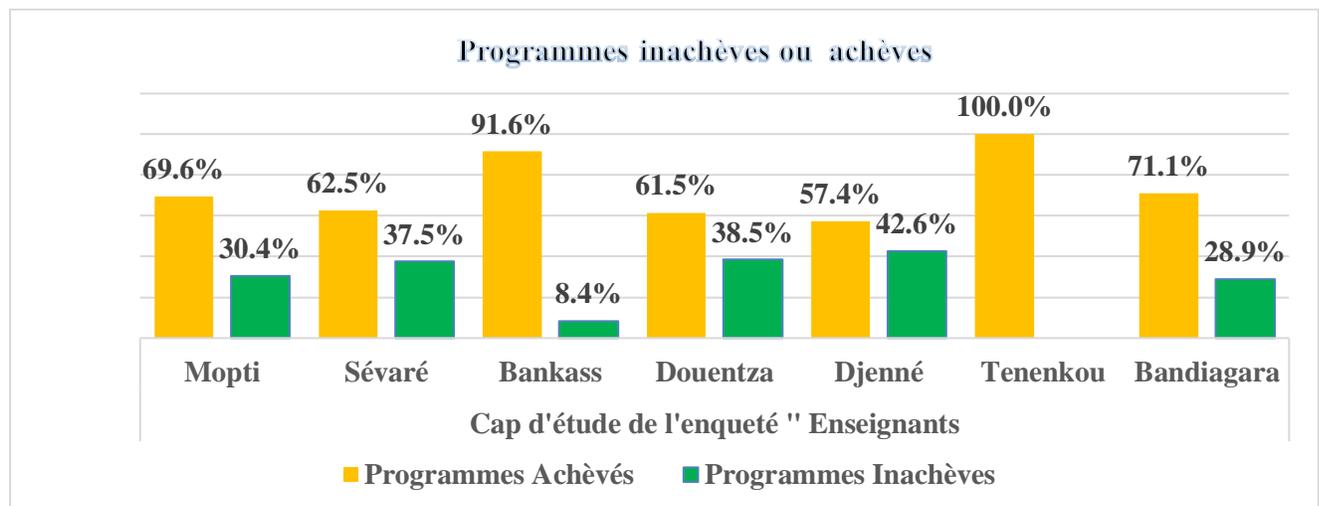
pour tous. Cependant, des mesures sont édictées dans les traités internationaux. Mais les gouvernements restent impuissants face à la montée des conflits armés violents.

Tableau 1 : Perception des chefs de ménages sur la fermeture des écoles

Fermetures des écoles (%)			
		Oui	Non
Cercle de l'enquête et site des déplacés	Mopti	84,0 %	16,0 %
	Douentza	84,8 %	15,2 %
	Koro	71,4 %	28,6 %
	Bankass	86,8 %	13,2 %
	Ténenkou	85,2 %	14,8 %
	Bandiagara	100,0 %	0,0 %
	Déplacé à Bamako site de Faladjie	68,2 %	31,8 %
	Déplacé à Bamako site de Niamana	81,7 %	18,3 %

Source : enquête personnelle, Mopti, Août 2021

Figure 2 : Avis des enseignants sur les programmes inachevés et achevés



Source : enquête personnelle, Mopti, octobre 2021

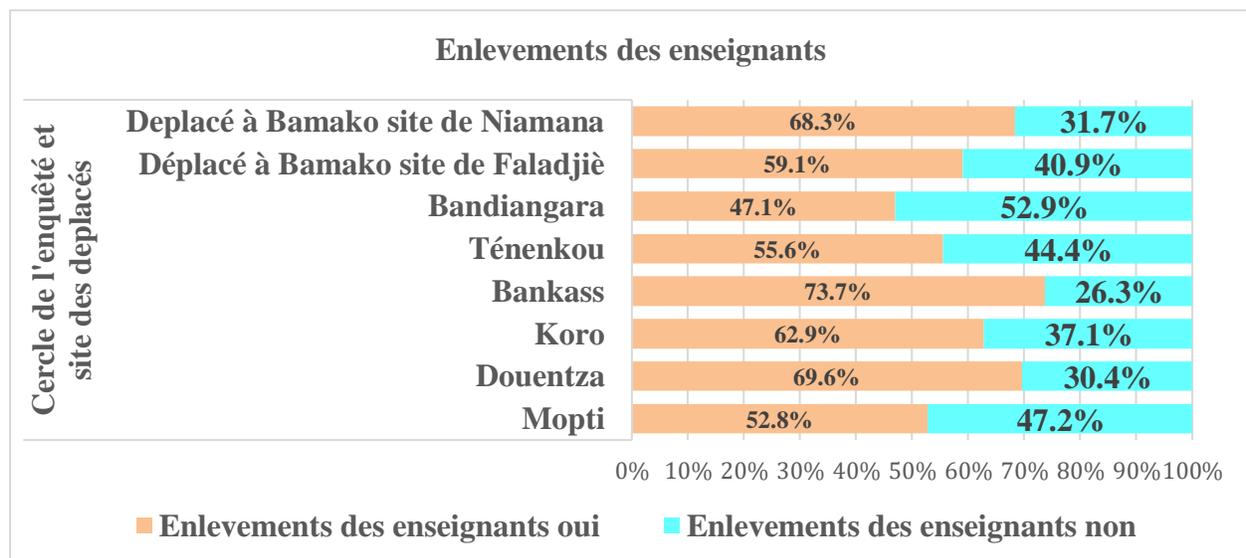
Pour l'impact des conflits armés sur l'éducation en général, et le programme scolaire en particulier, nous retenons, en effet que les conflits armés ont entraîné des impacts considérables sur les programmes scolaires. À Ténenkou, 100 % des enseignants affirment que les programmes scolaires n'ont pas été achevés. L'inachèvement des programmes est la conséquence directe de la fuite des enseignants dans les localités. On observe la destruction des établissements et des manuels scolaires par les groupes armés ou djihadistes. Les écoles ne peuvent pas fonctionner en l'absence des enseignants et des administrateurs scolaires. À Bankass (91,6 %) à Douentza (61,5 %) et à Bandiagara (71,1 %) des enseignants ont affirmé que les programmes scolaires sont inachevés. En effet, un enseignant à Douentza dit ceci :

Dans beaucoup d'écoles par exemple dans mon l'école de Dangol-Boré plus précisément à Dounkoye, moi j'étais là-bas ces gens-là sont venus me trouver en classe, ils m'ont dit qu'ils ne veulent pas voir des enseignants [...] Ils m'ont fait sortir de la classe et donc, ils ont rassemblé les tables bancs, mes documents, les armoires, ils ont

brûlé tout et puis la salle de classe [...]. Ils ont fait sortir tout le village et faire leur prêche. Ils disent qu'ils ne veulent pas l'autorité, qu'ils veulent seulement le développement de la religion musulmane partout au Mali, qu'ils se battent pour la religion [...] quand j'étais à Sondoko c'était le même cas, c'est dans la commune de Djaptodji. N'Gouma, là-bas aussi c'est comme ça. Ils ont saccagé des salles de classe par exemple à Kanimé, à Sondoko et à N'Gouma village, il y a des salles de classe et de direction qui ont été saccagées par les djihadistes. Il y en a beaucoup comme Mondoro, Yakassadjou, Djounouna, Boni.

Les attaques des écoles par les groupes armés et djihadistes impactent directement les activités pédagogiques. Les enseignants étant le maillon indispensable de la transmission des savoirs sont obligés d'abandonner les écoles. Ces attaques sèment la panique générale dans les milieux enseignants, mais aussi du côté des élèves. Cela amène la fermeture totale et/ou temporaire des écoles laissant également des conséquences sur les temps réels d'apprentissages. La démarche des groupes s'oppose à la vulgarisation des valeurs occidentales. Cependant, selon les groupes djihadistes, les écoles étant les lieux privilégiés de la promotion des cultures occidentales, elles doivent être détruites à tout prix.

Figure 2 : avis des enseignants sur l'enlèvement des enseignants



Source : Source : enquête personnelle, Mopti, octobre 2021

S'agissant d'enlèvement des enseignants, les enseignants sont toujours les cibles des groupes armés. Bien qu'ils ne constituent pas une menace potentielle pour les groupes armés. Mais considérés comme la colonne vertébrale du bon fonctionnement des écoles. C'est pourquoi, ils sont toujours les premières victimes. Dans le cercle de Bankass (73,7 %), des enseignants évoquent l'enlèvement des collègues par les groupes armés. Il est bon de noter que les enlèvements des enseignants sont faits par des groupes terroristes aussi bien que par des groupes djihadistes. Dans le cercle de Douentza (69,6 %), des enseignants soutiennent que des collègues ont été enlevés par les groupes armés. En revanche, dans le cercle de Bandiagara (52,9 %) trouvent que les enseignants n'ont pas été enlevés par les groupes armés. L'école étant considérée comme le lieu de vulgarisation des valeurs universelles. Les groupes terroristes estiment que les

Enseignants sont les vecteurs principaux de la vulgarisation de cette philosophie. Les groupes djihadistes⁷ pensent que l'école des blancs, c'est l'école des Cafres, des Satan sur terre. C'est pourquoi les enseignants font souvent l'objet d'exaction, d'enlèvement et de tuerie par les groupes terroristes dans l'objectif de freiner la propagation des valeurs universelles, les sciences, le droit de l'homme, les libertés, démocraties. Dans la plupart des cas, les medersas ont toujours fonctionné et les enseignants des medersas ne font pas l'objet d'attaque par des groupes djihadistes. Un responsable de l'éducation affirme :

Bon, la première vision [...] Les djihadistes disent] qu'ils n'aiment pas bien l'enseignement moderne, c'est-à-dire qu'ils n'aimaient pas l'enseignement des colonisateurs, des blancs. Donc partout il y a école, ils n'aiment pas l'école. Là où il y avait les chefs des medersas, les medersas ont fonctionné sans problèmes. Donc pour eux l'enseignement du Français est purement l'enseignement des cafres. Donc, on est en train de former des mécréants. Le groupe scolaire de Korientzé⁷ a été attaqué le 25 octobre 2020 subséquemment, 5 enseignants ont été enlevés. Les assaillants ont mis le feu au matériel scolaire et demandé l'arrêt de l'éducation en langue française.

À Diafarabé⁸, 2 enseignants ont été enlevés le 31 octobre 2020 entre Diafarabé et Ténenkou.

3. Discussion

3.1. Impacts des conflits sur le fonctionnement des écoles au centre du Mali

Les conflits armés au centre du Mali ont considérablement impacté le fonctionnement des écoles. En effet, aucun aspect et de dispositif de l'école n'ont été épargnés. Des enseignants ont été enlevés par les groupes armés et certains ont dû fuir dans les zones dans lesquelles ils se sentaient en insécurité totale par la présence des groupes djihadistes ou encore par des menaces des conflits intercommunautaire et intracommunautaire. Au Burkina Faso Ouédraogo, V. (2021) évoque qu'enseigner est devenu un métier à haut risque, car les enseignants font face aux représailles des groupes djihadistes d'une part et d'autre part ils sont rejetés par les populations pour lesquelles ils sont engagés pour les services régaliens, considérés par elles comme étant source des problèmes exposants aux dangers des groupes djihadistes et/ou groupes armés. GCPEA, (2014) fait ressortir également les attaques perpétrées contre les enseignants dans les pays suivants Afghanistan, Bahreïn, Colombie, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Inde, Iran, Irak Népal, Nigeria, Palestine, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo (RDC), Somalie, Sud-Soudan, Syrie, et Zimbabwe. En effet, les attaques perpétrées contre les enseignants affectent et dégradent considérablement la qualité des offres éducatives et pédagogiques. En outre, les écoles ont été attaquées et utilisées par les groupes armés. Cela a entraîné automatiquement la fermeture totale ou partielle de certaines écoles. Des cantines scolaires qui sont des gages de maintien des enfants dans les circuits scolaires sont aussi exposées aux dangers de destructions. En outre, le rapport du Programme Alimentaire Mondial. (2020) estime qu'en avril 2020, 370 millions d'écoliers ont été privés de leurs repas quotidiens à l'école dans au moins 161 pays. Dans le cercle de Djenné, les mobiliers scolaires ont été détruits et des tables bancs sont utilisés par les groupes djihadistes comme bois de chauffages et les fers des bancs sont concassés en

⁷ Korientzé est un village et siège de la commune de Korombana dans le cercle de Mopti : région de Mopti

⁸ Diafarabé est une commune du Mali, dans le cercle de Ténenkou et la région de Mopti.

morceaux pour servir des projectiles des mines explosives. Les mêmes cas similaires sont évoqués dans⁷¹ le rapport de (Human Rights Watch, 2015, p. 39), en République Démocratique du Congo là où les écoles ont été pillées par les groupes armés pour faire du bois de chauffage et ont utilisé d'autres ressources. Au Mali, Custer Éducation (2014) parle de perte immense du mobilier scolaire dans les conflits armés. Pour Human Rights Watch (2015) la République Démocratique du Congo est un cas similaire où des écoles ont été utilisées par les groupes armés à des fins militaires et leurs pillages sont les causes de la perturbation des activités scolaires. Les impacts des conflits sur l'école sont aussi perceptibles en République centrafricaine Human Rights Watch, (2017). Là, les parents ont peur d'envoyer les enfants à l'école. En ce qui concerne le financement de l'école, certains partenaires ont pris du recul vis-à-vis des soutiens financiers des écoles. Parlant du cas particulier du Mali et de l'école sous l'occupation djihadiste à Tombouctou et Tessit, Traoré, I. (2018) fait allusion à une situation de reconfiguration de cette institution qui devait s'habituer avec ses acteurs à de nouvelles façons de faire. Dans une telle situation, il estime que l'école :

« ... tombe d'abord dans un processus de forestage, de castramétation avant de devenir une institution « d'otagisation ». Il s'est agi en fait d'une école des « otages » car les apprenants qui y sont, sont soumis à l'autorité d'occupation. La fréquentation de l'école était bien plus assimilable à l'absence d'un choix. »

(Traoré, I. 2018, p. 98)

Cette situation rend impossible la réalisation de droit à l'éducation de l'enfant comme annoncé par les conventions internationales et sous régionales.

3.2. Le fonctionnement des écoles vu par les enseignants et les chefs de ménage

Les logiques des chefs des ménages et des enseignants sur le fonctionnement des écoles sont indispensables dans la recherche des solutions des systèmes éducatifs affectées par les crises. Cela s'explique par les rôles qu'ils jouent dans la gestion de l'école. En effet, pour le fonctionnement des écoles en période de conflits armés des mécanismes de dialogue et de sensibilisation doivent être privilégiés avec les groupes armés d'une part et d'autre part avec les parents d'élèves eux-mêmes. Dans un second temps, les espaces scolaires doivent être sécurisés. Au Burkina Faso, Ouédraogo, V, (2021), nous évoque le rôle joué par les Forces de Défense et Sécurité (FSD) dans la sécurisation des établissements scolaires afin de rassurer la population. Dans cette dynamique de sécurisation, les écoles détruites doivent être reconstruites ou réhabilitées, cela nécessite l'implication des partenaires de l'école et de l'État central. Des enfants dont les écoles ont été fermées ou détruites doivent être réorientées dans les zones non affectées par la crise afin qu'ils poursuivent leurs apprentissages scolaires. Des emplois du temps et des programmes pédagogiques et didactiques doivent être adoptés et adaptés dans les zones de conflits. Des écoles coraniques rénovées peuvent également être introduites dans le système scolaire afin de maintenir certains élèves à l'école. Au Niger, PASAS (2022) montre que des écoles coraniques ont été expérimentées dans certaines écoles qui font des succès probants.

De notre point de vue, la fermeture des écoles croit malgré les efforts déployés çà et là par les forces de sécurité, par les autorités politiques et scolaires. Cependant, dans certaines écoles qui fonctionnent dans le

Centre du Mali, les élèves et les personnels scolaires vivent dans une situation de psychose permanente. Les initiatives en termes de soutien à l'endroit des écoles sont en branle. Des initiatives et des actions entreprises par certains partenaires de l'école en matière de la restauration des infrastructures scolaires détruites et à la réouverture de certaines écoles font face à des menaces djihadistes et terroristes d'une part et d'autre part à des menaces des conflits intercommunautaires et intracommunautaires. En effet, la violation des droits à l'éducation des enfants sont les résultantes des multiples conflits. Cependant, des stratégies endogènes de résiliences peuvent permettre à certaines écoles de fonctionner.

Conclusion

En fin de compte, les conflits armés au centre du Mali ont considérablement impacté les secteurs sociaux de base en général et celui de l'éducation en particulier. Ils ont entraîné la fermeture et la destruction des établissements scolaires, la destruction et la fermeture des cantines scolaires, la fuite des enseignants, l'inachèvement des programmes scolaires, l'abandon précoce des classes par les élèves. Face à cette situation, les partenaires de l'école ont pris du recul. Les chefs de ménages affirment que les conflits armés ont entraîné la fermeture des établissements scolaires. À Ténenkou (85,2 %), à Douentza (84,8 %) et à Mopti (84. %). Les écoles ne peuvent pas fonctionner en l'absence des enseignants et des administrateurs scolaires. À Bankass (91,6 %) et à Douentza (61,5 %) à Bandiagara (71,1 %) ont tous affirmé que les programmes scolaires sont inachevés. De telles situations constituent une entrave à la réalisation du droit à l'éducation. Or le droit à l'éducation est un droit humain fondamental et indispensable en vue de l'exercice des autres droits humains. Il se trouve ici saper dans ses principes fondamentaux comme un enseignement primaire gratuit, obligatoire et universel pour tous ; la réduction des inégalités genre, l'égalité des chances. il est clair qu'aujourd'hui le retour effectif des autorités de l'État, gage du bon fonctionnement des établissements scolaires qui implique l'effectivité du droit à l'éducation de l'enfant reste difficile à réaliser dans les zones affectées par les conflits armés.

Références bibliographiques

- Bodian et Baudais . (2019). *Projet Mali-Centre pour la sécurité et le développement* » financé par l'Union européenne Enquêtes de perception des populations dans le centre du Mali. (ISD n° 3).
- Charlier J.-E. et Van Campenhoudt. (2014). *Quatre méthodes de recherches*. Paris, Dunod.
- CIDE : Convention internationale des droits de l'enfant. (1989). *Convention internationale des droits de l'enfant*.
- Custer éducation. (2014). *Analyse de la situation humanitaire*.
<https://reliefweb.int/report/mali/cluster-education-analyse-de-la-situation-humanitaire-2014> consulté le 23 mars 2023
- Dan o'donnell et Dan Seymour. (2004). *La protection de l'enfant Guide à l'usage Guide des parlementaires*. Récupéré sur http://archive.ipu.org/pdf/publications/childprotection_fr.pdf
- FDIH AMDH. (2018). *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme Rapport d'enquête, novembre 2018/N° 727*. Consulté le 18 Mai, 2019, sur www.fidh.org
- GCPEA. (2009). *La Déclaration sur la sécurité dans les écoles Un Cadre d'action*. Consulté le 20 Octobre, 2020, sur http://protectingeducation.org/wpcontent/uploads/framework_fr.pdf#page=8&zoom=auto,-5,714
- GCPEA. (2014). *Protéger le personnel de l'éducation contre des attaques ciblées dans les pays touchés par un conflit*.
- Human rights wacht. (2018). *Avant, nous étions des frères » Exactions" commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali*. États-Unis d'Amérique. Consulté le Fevrier 2022, sur <http://www.hrw.org/fr>.
- Human rights wacht,. (2017). *Pas de cours quand les groupes armés occupent des écoles en République centrafricaine*.
- Human rights Watch. (2015). *Notre école devint un champ de bataille L'utilisation des écoles comme lieux de recrutement et à des fins militaires dans l'est de la République démocratique du Congo*. Récupéré sur https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/drcschools1015fr_4up.pdf
- Human rights watch, (2015). « Notre école devint un champ de bataille » L'utilisation des écoles comme lieux de recrutement et à des fins. Récupéré sur https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/drcschools1015fr_4up.pdf
- INSTITUTE INTERNATIONAL PRESS. (2015). *Objectifs du Millénaire pour le développement : Guide pour journalistes* consulté le 12 avril 2023
- Mongeau, P. (2008). *Réaliser son mémoire ou sa thèse*. Presses universitaires du Québec.
- OUEDRAGO V. Rouamba. (2021). *Crise sécuritaire dans les pays du G5 sahel, comprendre pour agir*. 365. pages.

d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas. Récupéré sur <https://pasas-minka.fr>

Programme Alimentaire Mondial. (2020). *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020*. Récupéré sur <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000124245/download/>

ROCARE. (2009). *Impact du conflit armé sur l'éducation primaire : Le cas ivoirien, quel financement pour les écoles ? Quels freins à la scolarisation ? Quelles réponses locales.*

Traore S. Idrissa. (2018). L'école en mode décentralisé sous occupation au Mali : une analyse des fractures pédagogiques. In *Études maliennes N°85/2018*, pages 87-100.

UNESCO. (2011). *La crise cachée : les conflits armés et l'éducation*. Consulté le 23 Avril, 2022, sur <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000191794>

UNESCO. (2011). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour toute l'éducation dans les conflits armés : la spirale meurtrière.*

© GSJ